

La vie après le bidonville

par Margot Delon

Les bidonvilles réapparaissent en France. En reconstituant le parcours d’habitants des bidonvilles d’après-guerre, la sociologue Margot Delon montre l’importance de la ségrégation et de la précarité subies, sans négliger pour autant les ressources qui permettent à certains de s’élever socialement ni les effets à long terme de la solidarité.

« Aurons-nous toujours des bidonvilles ? » En janvier 1971, un article du journal *Le Monde* posait la question de la capacité du gouvernement à faire disparaître les bidonvilles sans que ces derniers « repoussent d’eux-mêmes »¹. La destruction des bidonvilles entraîne en effet, de façon récurrente, l’illusion que le problème a été réglé par la puissance publique. Pourtant, les facteurs structurels à l’origine de la pauvreté ne peuvent pas disparaître aussi rapidement qu’un bulldozer met en pièces une baraque, et les personnes qui ont habité dans les bidonvilles ne s’effacent pas non plus. Malgré le vote de textes facilitant les opérations d’expulsion et de relogement des dizaines de milliers d’habitants d’origine immigrée concernés, certaines « causes » économiques, politiques, et sociologiques apparaissent déjà, à l’époque, comme susceptibles de favoriser la permanence de l’habitat précaire (Blanc-Chaléard, 2016).

Près de 50 ans plus tard, il semble que le pessimisme de l’article du *Monde* n’était pas exagéré. La reconstitution de bidonvilles habités par des migrants d’Europe de l’Est au milieu des années 2000 et, plus récemment, par des réfugiés, montre en effet que nos sociétés n’ont pas été capables d’éradiquer le mal-logement.

Enquêter sur les enfants — aujourd’hui adultes — des bidonvilles et cités de transit de l’après-guerre permet de prendre le contrepied de cette tendance à occulter les causes et les effets biographiques de l’expérience de l’habitat précaire et, plus généralement, de la pauvreté. En

¹ Pierre Verdier, « Aurons-nous toujours des bidonvilles ? », *Le Monde*, 2 janvier 1971.

fonction de leurs expériences, les personnes qui ont grandi dans les bidonvilles et les cités de transit n'ont pas connu les mêmes trajectoires ultérieures.

Une diversité d'expériences et de trajectoires

Une enquête menée par entretiens, observations, archives et statistiques (Delon, 2017) montre que les parcours des enfants des bidonvilles sont très divers. Si l'histoire des bidonvilles a été médiatisée par les témoignages de « miraculés », comme Azouz Begag, ancien ministre et auteur du *Gône du Chaaba*, ce type de trajectoires est loin d'être la norme. Réciproquement, le parcours du « bidonville au HLM » décrit par le romancier et cinéaste Mehdi Lallaoui ne concerne pas l'ensemble des anciens habitants des bidonvilles. L'analyse des trajectoires et récits des personnes ayant passé leur enfance dans les bidonvilles et cités de transit révèle quatre grands types d'expériences, et aide ainsi à saisir la pluralité des effets que produisent ces espaces résidentiels.

Le premier cas de figure regroupe les personnes qui subissent de manière continue, de l'enfance dans les bidonvilles et cités de transit à l'âge adulte, différentes formes de ségrégation et de difficultés socioéconomiques. Dans les bidonvilles, leurs familles comptaient parmi les plus précaires. Aujourd'hui, ces personnes sont nombreuses à résider en logement social voire, pour certaines, à connaître des difficultés de logement. Elles occupent majoritairement des emplois d'ouvriers ou d'employés. Très marquées par l'expérience de l'habitat précaire, de la stigmatisation et du racisme (ces personnes sont pour la plupart d'origine algérienne), elles craignent que les inégalités se reproduisent pour leurs propres enfants et sont très sensibles aux injustices.

Le deuxième type de parcours est celui d'habitants de Nanterre, d'origines algérienne et marocaine, dont la situation s'est améliorée bien plus nettement depuis leur enfance. Ils ont connu des formes modérées d'ascension sociale, en raison d'une intégration réussie dans des réseaux proches du pouvoir municipal. Ces personnes peuvent aussi bien être locataires d'un logement social que propriétaires dans des quartiers qui ne comptent pas parmi les plus ségrégués et stigmatisés. Après des trajectoires scolaires plus longues, elles ont eu accès à des postes correspondant pour la plupart à la catégorie de profession intermédiaire. Leurs relations avec les anciens enfants des bidonvilles et cités de transit plus précarisés sont à la fois proches et distantes : les interactions dans les espaces publics sont fréquentes, les mobilisations communes ne sont pas rares, mais les personnes en situation de mobilité sociale sont parfois amenées à se distinguer des autres pour ne pas être stigmatisées.

Dans un troisième cas, les devenirs socioprofessionnels et résidentiels sont marqués par la reproduction d'une forme ambiguë de domination. À l'instar de leurs parents, ces personnes, toutes d'origine portugaise, se sont insérées dans des secteurs d'activité qui leur étaient

favorables, mais qui les ont confinées à des statuts de travailleurs manuels ou d'employés. Elles sont également devenues, pour leur très grande majorité, propriétaires de leur habitat. Tout en restant la cible d'un mépris de classe très culturalisé, ces anciens enfants des bidonvilles et cités se distinguent nettement des minorités les plus stigmatisées et tendent à occulter leur passage par le bidonville, ou à en minimiser l'influence.

Un dernier type rend compte des trajectoires de très forte ascension sociale, passant par la poursuite d'études supérieures suivie de l'accès à des positions d'encadrement. Pour ces personnes, la mobilité sociale résulte d'une conjonction entre les aspirations de leurs parents, mieux dotés, mais déclassés par la migration, et les dispositions transmises par des bénévoles ou militants issus de milieux favorisés. Cette mobilité a entraîné un éloignement volontaire du groupe et de la ville d'origine. Cela ne signifie pas pour autant que les difficultés connues dans le passé soient niées : au contraire, ces anciens enfants des bidonvilles ont pour particularité de les exacerber dans leurs récits, témoignant ainsi leur fidélité à un milieu d'origine aujourd'hui distant, à l'instar de ce qu'avait observé Jules Naudet pour d'autres mobiles ascendants (Naudet, 2012).

Ces expériences, trajectoires et rapports au passé très différents témoignent du fait que ni la pauvreté ni la ségrégation n'ont d'effet homogène sur les individus. Ce constat ne revient pas à nier l'influence, bien réelle, de ces phénomènes ; il invite en revanche à articuler plus finement l'effet des expériences résidentielles à d'autres facteurs. En ce qui concerne les enfants des bidonvilles, trois déterminants principaux expliquent que cette expérience résidentielle ait des incidences biographiques variées (Pagis, 2014).

Les ressources qui font la différence

Il y a d'abord, et c'est un résultat qui n'est pas nouveau², le rôle des ressources économiques, sociales et culturelles des parents, ainsi que celui de leurs aspirations et de leurs projets migratoires. Ce facteur différencie nettement des habitants d'un même bidonville, comme Nestor et Madalena.

Nestor, un chef de chantier de 61 ans, propriétaire, d'origine portugaise et qui a grandi à Champigny, dit par exemple, à propos de son expérience dans le bidonville de Champigny : « Il n'y a jamais eu de difficulté. [...] C'est pour ça que je dis, je ne peux que garder de très bons souvenirs. Il y avait pas de contraintes. On partait à l'école, nos parents travaillaient, c'était pour ainsi dire la même vie qu'aujourd'hui. » Au contraire, Madalena, enseignante de 56 ans d'origine

² Inspirée par les travaux d'Abdelmalek Sayad sur la nécessité d'étudier de façon plus précise les contextes d'émigration, Malika Gouirir a par exemple mis en évidence la différenciation des parcours des familles d'origine marocaine d'une même cité patronale (Gouirir, 1997 ; Sayad, 1999).

portugaise, pourtant elle aussi propriétaire, insiste sur des conditions de vie extrêmement difficiles et conclut par l'idée « qu'on oublie rien, c'est pas possible ».

Si Nestor a une vision si positive du bidonville, c'est qu'il y était en fait relativement mieux logé. Ses parents avaient gagné un peu d'argent dans le Massif central avant d'arriver à Champigny au début des années 1950. Ce petit capital leur a permis d'acquérir, illégalement, un terrain et d'y construire une baraque en dur. Autour de cette baraque, ils en ont construit d'autres, qu'ils ont louées à des habitants plus précaires et arrivés plus tardivement. Pour les parents de Nestor, la venue en France était en outre liée à un projet de retour collectif au Portugal (Charbit, Hily, et Poinard, 1997) après avoir économisé suffisamment pour sortir de la pauvreté très forte que connaissait le monde rural — y compris les petits propriétaires paysans — sous la dictature de Salazar.

Par contraste, les parents de Madalena sont arrivés plus tard et dans de moins bonnes conditions. Locataires, ils ont connu la période la plus surpeuplée des bidonvilles. Pour eux, la migration représentait un déclassement : le père de Madalena était boulanger, il avait travaillé dans les villes, et sa mère appartenait à ce que Madalena appelle la « petite bourgeoisie » du village. Vivre dans un bidonville, dans des conditions aussi misérables, a été d'autant plus durement ressenti que ses parents avaient pour leurs enfants des espoirs de mobilité sociale en France. Ils les ont encouragés à poursuivre des études longues plutôt qu'à travailler tôt, à la différence de Nestor qui a été engagé à l'âge de 16 ans sur des chantiers avec son oncle.

Entre gestion de l'ordre colonial et mal-logement

Outre ces facteurs relevant de la socialisation familiale, il faut prendre en considération les effets des politiques publiques de l'immigration et de l'habitat précaire. Le traitement très inégal vécu par des groupes et par des villes est un déterminant central des expériences dans les bidonvilles et des parcours ultérieurs des enfants.

Ces politiques ont été marquées par la « question algérienne » et, plus largement, par le contexte de décolonisation. L'augmentation des migrations en provenance d'Algérie après la Seconde Guerre mondiale est jugée très préoccupante par les hauts fonctionnaires qui sont en charge de l'immigration. Alors que les Algériens sont « citoyens français de statut local » depuis 1947, que la langue et les institutions françaises leur sont familières, la haute administration française considère qu'ils ne sont pas « assimilables » et fait tout pour favoriser la venue de migrants européens, des Portugais en particulier (Spire 2005), qui sont peu connus, mais qui sont associés aux vagues précédentes d'immigration européenne qui se seraient intégrées dans le « creuset français » (Pereira, 2005).

Pour les Algériens vivant en France, la situation empire avec la guerre d'Algérie qui éclate en 1954, en particulier dans les bidonvilles. Pendant toute la durée du conflit, les

bidonvilles, notamment ceux de Nanterre, vont être à la fois investis par les mouvements indépendantistes, comme le Front de libération nationale, et par la police, qui harcèle les habitants. Ces derniers risquent à tout moment d'être perquisitionnés, arrêtés et torturés. Dans les familles d'origine algérienne rencontrées, le souvenir de la manifestation durement réprimée du 17 octobre 1961 (House et MacMaster, 2008) reste très vivace, puisque toutes connaissent une personne arrêtée ou disparue. En outre, dans les bidonvilles, les habitants algériens ne peuvent pas, contrairement à d'autres, construire ou améliorer leurs baraques. Ils sont donc particulièrement exposés aux risques d'incendie, au froid et à la propagation de maladies (Sayad, 1995).

Pour les pouvoirs publics, dans les années 1950, les bidonvilles sont donc d'abord un problème lié au maintien de l'ordre colonial. Dans les années 1960, le problème devient le mal-logement et les craintes hygiéniques qui l'accompagnent (De Barros, 2004). Certains bidonvilles, comme celui de Champigny, sont aménagés, et l'eau et l'électricité sont fournies dans plusieurs zones.

Relogement et discrimination

Les pouvoirs publics conservent cependant une perception racialisée des habitants, ce qui rend les opérations de relogement très différentes selon les origines concernées.

Hakim naît par exemple en 1963 à Nanterre. Son père est venu pour la première fois en France métropolitaine en 1938. Il a été mobilisé pendant la Seconde Guerre mondiale et a combattu pour la France, avant d'occuper divers emplois (mineur, cheminot), et d'être rejoint par sa famille en 1961. Jusqu'à l'âge de 6 ans, Hakim grandit dans une baraque du bidonville des Pâquerettes. Il est ensuite relogé avec sa famille dans une cité de transit, celle des Grands près à Nanterre. Ces cités ont été définies par une circulaire comme des « ensembles d'habitations affectées au logement provisoire des familles, occupantes à titre précaire, dont l'accès en habitat définitif ne peut être envisagé sans une action socio-éducative destinée à favoriser leur insertion sociale et leur promotion » (Circulaire du 27 août 1971, citée par Cohen et David, 2012). Pour Hakim, le « provisoire » dure en fait jusqu'en 1986, soit pendant 17 ans. Ce n'est qu'à l'âge de 23 ans qu'il occupe un logement avec une salle de bain, dont les murs ne sont pas en « carton », où les rats ne menacent pas quotidiennement les habitants.

Cette expérience prolongée de la ségrégation s'explique notamment par le fait que les bailleurs sont très réticents à accueillir des familles algériennes dans les logements sociaux dont ils ont la charge. Ces acteurs se réfugient derrière la croyance qu'une part trop importante de familles algériennes dans un ensemble d'habitations, un quartier ou une ville — en général, c'est le seuil de 15 % qui est adopté — conduirait à un rejet massif de la part des autres habitants (De Barros, 2005).

Davantage de logements HLM sont proposés à des habitants portugais de Champigny. Ces derniers préfèrent cependant, pour une part importante d'entre eux, louer ou construire une baraque dans un autre bidonville ou se reloger dans une autre forme d'habitat dégradé³. Les agents préfectoraux qui sont chargés du relogement sont très surpris. Alors qu'ils considéraient les habitants portugais comme « sobres », « sérieux », « dociles », avec des qualités de bâtisseurs, leur perception change et ils se plaignent des « caprices » des Portugais, des gens qui sont alors décrits comme « frustes », « primaires » et « insuffisamment assimilés »⁴.

Ces politiques ont été déterminantes dans la construction des parcours. Alors que Hakim a occupé pendant plus de 20 ans une forme dégradée et très stigmatisée de logement, et que les pouvoirs publics, des enseignants, des policiers ou même des voisins lui ont signifié que, en tant qu'adolescent d'origine algérienne, il était en soi un problème, Nestor a vécu de façon isolée, sans beaucoup d'interactions avec les institutions, mais avec l'idée qu'en tant que Portugais, il était différent des minorités les plus stigmatisées.

Hakim a commencé à travailler jeune pour aider sa famille. Il regrette de n'avoir pas pu continuer l'école, et suit avec attention ses filles dans leurs études. Durant notre entretien, il s'est montré très affecté par les discriminations subies de façon continue, depuis son enfance jusqu'à aujourd'hui, au travail et dans son quotidien. Ce rapport particulier à l'injustice l'a conduit à se syndiquer et à apporter son soutien aux familles d'Europe de l'Est qui se sont installées dans de nouveaux bidonvilles à Nanterre.

Hakim : Quand tu as goûté à la misère, tu as l'impression qu'elle est toujours derrière toi. [...] C'est dans ma nature. J'aime pas l'injustice. Je suis né dans l'injustice. Moi, depuis que je suis tout petit, comme je t'expliquais tout à l'heure, par rapport à mon papa, quand je vois un truc qui va pas, ça me plaît pas, quoi. J'y vais. C'est plus fort que moi. Je peux pas... Je peux pas... Si je peux pas, bon, si je peux y aller, j'y vais. Je ferai tout pour y aller. Je suis devenu manifestant par rapport à ça. Quand t'as rien dans ta vie, tout va bien, tant mieux pour ceux à qui ça arrive. Mais bon, ça a pas été mon cas. Dès que je vois un truc qui tourne pas rond, même si ça me regarde pas, j'y vais quand même.

Margot : Et tu fais aussi ça au travail ou c'est... ?

³ D'après l'enquête de Colette Pétonnet, menée dans les années 1970 auprès d'habitants espagnols et portugais de bidonvilles de taille plus restreinte, ces résistances au relogement institutionnel sont liées à une habitude de vie en habitat individuel ainsi qu'au souci de maintenir les solidarités migratoires qui atténuent l'isolement en France. On peut également faire l'hypothèse que la promotion des hommes portugais dans le secteur du bâtiment a facilité ces trajectoires d'accession à la propriété, souvent dégradée dans un premier temps (Pétonnet, 1979).

⁴ ADVDM, 2253W118, Pierre Daste, « Le bidonville de Champigny-sur-Marne ». Mémoire de stage, École Nationale d'Administration, 1966 ; ADVDM, 2018W24, Préfecture de la Seine, « Le long travail de dégagement d'un bidonville : note sur les mesures prises et appliquées pour le bidonville portugais de Champigny-sur-Marne », 1967 ; ADVDM, 2018W24, Préfecture de la Seine : Cabinet du Secrétaire Général, Affaires sociales et hospitalières, « Note à Monsieur le ministre de l'Intérieur et Monsieur le ministre des Affaires sociales sur l'immigration portugaise à Champigny et les problèmes de relogement », 27 octobre 1967.

Hakim : J'étais délégué. C'est pas par hasard, tu vois. Je suis syndiqué, c'est inné en moi ça. [...] Bah oui, j'oublie pas d'où je viens Margot. Il faut pas oublier. On n'a pas le droit d'oublier d'où on vient. Interdit.

Comme on le voit dans cette citation, Hakim fait de cette expérience de l'injustice une cause directe, une motivation qui s'est incorporée au fil des difficultés connues, de son engagement. Le rapport au passé de Nestor est très différent : si d'autres personnes d'origine portugaise, parmi celles que j'ai interrogées, déplorent le fait qu'on les confine aux métiers du bâtiment et à des positions subalternes, lui considère qu'il a réalisé les aspirations de ses parents en devenant propriétaire de biens immobiliers en France et au Portugal. Il affirme n'avoir jamais connu le racisme, et veille à se distinguer de personnes d'autres origines qui se seraient, dit-il, moins bien assimilées. Nestor est très investi dans la sphère privée familiale. Il ne se montre pas, contrairement aux personnes interrogées à Nanterre, très attaché à un lieu en particulier et dit n'avoir jamais vu l'utilité de demander la nationalité française.

Nestor : J'ai toujours gardé ma nationalité portugaise. J'ai jamais vu l'utilité de la demander [la nationalité française] et, dans le bâtiment, qu'on soit Portugais ou Français, il n'y a jamais eu de difficulté ! Ce qu'il fallait, c'est la volonté d'aller bosser. Ça, c'était clair. Mais j'ai jamais vu la nécessité de demander, j'ai toujours gardé ma nationalité portugaise.

Les effets durables de la solidarité

La dimension locale constitue un dernier facteur important pour comprendre comment se sont construits les parcours des enfants des bidonvilles. Grandir à Nanterre ou à Champigny a été diversement déterminant, parce que ces villes n'ont pas offert à leurs habitants les mêmes chances de rencontres. À Nanterre, les habitants ont été confrontés à de nombreux acteurs institutionnels, associatifs et militants tandis qu'à Champigny, ils ont vécu de façon très isolée. Cet écart tient à la position stratégique de Nanterre dans la métropole parisienne, au fait qu'une université s'y soit implantée dans les années 1960, mais aussi à sa visibilité nationale. La guerre d'Algérie a par exemple attiré de nombreux bénévoles et militants dans la ville (Collet, 2013). Cette différence de contexte local explique un résultat qui peut paraître contre-intuitif : alors que les enfants d'origine algérienne et marocaine ont été davantage discriminés, ils ont en fait suivi des trajectoires plus diversifiées et plus ascendantes que les enfants d'origine portugaise.

C'est ce qu'illustre le cas d'Anissa. Elle naît en Algérie en 1953 et arrive quelques mois plus tard avec sa mère et ses deux sœurs aînées en France, où le père s'est installé en 1949. Elle grandit jusqu'en 1960 dans le bidonville des Pâquerettes, puis la famille est relogée dans une première cité de transit, et en 1962 dans une seconde. Elle quitte le domicile familial en 1971 pour un premier mariage en Algérie, puis divorce et revient à Nanterre.

Comment expliquer qu'Anissa ait fait des études universitaires, soit aujourd'hui attachée territoriale dans un conseil général, aille beaucoup au théâtre, voyage très souvent alors qu'elle

est issue d'un milieu où peu d'éléments la prédisposaient à cela ? C'est que, très jeune, elle a bénéficié avec d'autres enfants et adolescents de la présence très fréquente et du soutien d'« aidants » (Pasquali, 2014), c'est-à-dire de personnes extérieures aux bidonvilles qui sont venues appuyer les familles, accompagner les enfants dans leurs devoirs ou pour des sorties et qui les ont encouragés à sortir des bidonvilles et de leur milieu. Pour les familles déclassées par la migration (Ichou, 2016 ; Santelli, 2001) qui comptent parmi les plus dotées à leur arrivée dans les bidonvilles, ces interactions ont permis la réalisation d'aspirations antérieures à la mobilité sociale. Pour d'autres enfants, les rencontres avec des bénévoles ou des militants ont davantage pris la valeur d'une « conversion » (Darmon, 2006 : 122), dans le sens où elles ont altéré des socialisations familiales peu tournées vers la réussite scolaire.

Par la suite, Anissa est également devenue animatrice pour la municipalité et a rencontré de nombreux jeunes, futurs cadres de la mairie de Nanterre. Très insérée dans plusieurs réseaux de sociabilité locaux, elle s'identifie aux « vieux Nanterriens » (Segalen, 1990 : 115).

Anissa : Oui, Nanterre nous a faits.

Nacer : Absolument, oui.

Anissa : Nous a construits, nous a aidés à grandir... Moi on me dit, « Quant tu seras à la retraite, dans quelle ville tu veux... » Moi je dis « Non, mais j'ai pas d'endroit où aller, moi je suis bien à Nanterre ! » C'est vrai que Nanterre, c'est plus qu'une ville d'adoption. Enfin moi je suis arrivée, j'avais dix mois, mais il y a tellement de souvenirs forts... [Plus tard, à propos des habitants qui s'installent dans des quartiers résidentiels proches de la Défense] on est plus forts, on est là depuis plus longtemps... C'est pas possible qu'ils nous volent notre histoire, les nouveaux arrivants, les nouveaux Nanterriens, mais non, c'est pas possible, ils arrivent déjà avec une histoire, donc ils vont faire de la continuité de leur histoire, mais ils vont pas nous voler la nôtre...

Cette négociation des frontières de l'identité locale lui permet, ainsi qu'à d'autres enfants des bidonvilles et cités de transit de Nanterre, de se protéger partiellement des processus de discrimination et de stigmatisation raciale qui ciblent toujours les minorités issues de l'immigration coloniale et postcoloniale.

Conclusion

Au terme de cette enquête comparative et longitudinale sur les inégalités, il semble bien difficile d'identifier un facteur ou un effet de la ségrégation et de la précarité qui serait prépondérant. Il n'y a pas un seul et unique « effet bidonvilles ». Mon travail plaide plutôt pour une approche contextuelle et dynamique de ces situations, qui permet de comprendre comment les trajectoires individuelles se construisent en fonction de mécanismes d'ordre plus général, relatifs aux politiques publiques nationales et locales, aux dispositions et aspirations migratoires d'un groupe, et aux variations socio-spatiales des configurations locales.

Deux remarques peuvent néanmoins être formulées en direction des acteurs qui sont impliqués dans les luttes contre les inégalités.

Cette recherche sur le devenir des enfants des bidonvilles montre que des actions locales de soutien aux plus précaires produisent bien des effets de long terme. Grâce à la présence de bénévoles et de militants extérieurs, la précarité, la stigmatisation et la ségrégation ont été un peu moins pesantes pour ces enfants. Certains se sont politisés au contact des militants, ont vu leur socialisation politique renforcée, voire ont participé à la lutte pour le relogement des familles des cités de transit.

Néanmoins, aussi cruciales que soient ces actions locales, elles ne suffisent pas à enrayer la reproduction des inégalités à travers les générations. Les enfants des bidonvilles qui connaissent les trajectoires les plus ascendantes sont en effet ceux dont les parents avaient le plus de ressources économiques, sociales et culturelles. Parallèlement, à position sociale égale, il subsiste des inégalités liées à l'origine. Le racisme perdure pour les enfants d'Algériens qui ont grandi en France, même lorsqu'ils ont connu une forte mobilité sociale. Dans leurs récits, cette continuité des discriminations semble insupportable, mais beaucoup d'entre eux continuent à espérer que l'avenir sera meilleur pour leurs enfants. Les évolutions du marché du travail rendent également plus difficile l'intégration socioéconomique des plus précaires. Sur ces facteurs, les actions locales ne peuvent avoir que peu de prise, si elles ne sont pas accompagnées par des transformations plus structurelles de la société.

Pour aller plus loin

- Marie-Claude Blanc-Chaléard, *En finir avec les bidonvilles : immigration et politique du logement dans la France des Trente Glorieuses*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2016.
- Muriel Cohen et Cédric David. « Les cités de transit : le traitement urbain de la pauvreté à l'heure de la décolonisation », *Métropolitiques*, en ligne sur : <http://www.metropolitiques.eu/Les-cites-de-transit-le-traitement.html> (consulté le 13/10/2017), 2012.
- Victor Collet, « Du bidonville à la cité. Les trois âges des luttes pro-immigrés : une sociohistoire à Nanterre (1957-2011) », Thèse de doctorat en science politique, Université Paris Ouest, 2013.
- Muriel Darmon, *La socialisation. Domaines et approches*, Paris, Armand Colin, 2010 (2006).
- Françoise De Barros, « Des “Français musulmans d'Algérie” aux “immigrés”. L'importation de classifications coloniales dans les politiques du logement en France », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 159, n° 4, 2005, p. 26-53.
- Françoise De Barros, « L'État au prisme des municipalités. Une comparaison historique des catégorisations des étrangers en France (1919-1984) », Thèse de doctorat en science politique, Université de Paris I, 2004.

- Margot Delon, « Les incidences biographiques de la ségrégation. Trajectoires et mémoires des enfants des bidonvilles et cités de transit de l'après-guerre en France », Thèse de doctorat en sociologie, Sciences Po, 2017.
- Jim House et Neil MacMaster, *Paris 1961 : les Algériens, la terreur d'État et la mémoire*, Paris, Taillandier, 2008.
- Mathieu Ichou, « Le destin scolaire des enfants d'immigrés : culture d'origine ou origine sociale ? », *Métropolitiques*, en ligne sur : <http://www.metropolitiques.eu/Le-destin-scolaire-des-enfants-d.html> (consulté le 13/10/2017), 2016.
- Jules Naudet, *Entrer dans l'élite. Parcours de réussite en France, aux États-Unis et en Inde*, Paris, Presses universitaires de France, 2012.
- Julie Pagis, *Mai 68, un pavé dans leur histoire. Événements et socialisation politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014.
- Paul Pasquali, *Passer les frontières sociales : Comment les « filières d'élite » entrouvrent leurs portes*, Paris, Fayard, 2014.
- Victor Pereira, « Une migration favorisée. Les représentations et pratiques étatiques vis-à-vis de la migration portugaise en France (1945-1974) », in *L'étranger en questions du Moyen Âge à l'an 2000*, Paris, Le Manuscrit, 2005, p. 285-323.
- Colette Pétonnet, *On est tous dans le brouillard*, Paris, Galilée, 1979.
- Emmanuelle Santelli, *La mobilité sociale dans l'immigration. Itinéraires de réussite des enfants d'origine algérienne*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 2001.
- Abdelmalek Sayad, *Un Nanterre algérien, terre de bidonvilles*, Paris, Autrement, 1995.
- Martine Segalen, *Nanterriens. Les familles dans la ville. Une ethnologie de l'identité*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 1990.
- Alexis Spire, *Étrangers à la carte. L'administration de l'immigration en France (1945-1975)*, Paris, Grasset, 2005.

Publié dans lavedesidees.fr, le 7 novembre 2017.